

QUID NOVI

Journal des étudiant-e-s
en droit de l'université McGill

McGill Law's
Weekly Student Newspaper

Volume 35, n°4
22 octobre 2013 | October 22nd 2013



QUID NOVI

3661 Peel Street
Montréal, Québec H2A 1X1

<http://quid.mcgill.ca/>

EDITORS IN CHIEF

Jérémy Boulanger-Bonnely
Pietro Mastromatteo
Fortunat Nadima

LAYOUT EDITORS

David McLeod
Kirsten Morry
Nadir Pracha
Thomas McMullan

ASSOCIATE REVIEWERS

Pouney Davar-Ardakani
Kai Shan He
Claire Kane Boychuk
David McLeod
Elspeth McMurray
Kirsten Morry
Andrew Stuart
Anne-Sophie Villeneuve
Ben Wood

STAFF WRITERS

Elliot Aglioni
Ying Cheng
Stéphanie Déborah Jules
Aaron Fergie
Emma Loignon-Giroux
Andrew Stuart
Derek Zeisman

*Journal des étudiant-e-s
en droit de l'université McGill*

McGill Law's Weekly Student Newspaper

Volume 35, n°4

22 octobre 2013 | October 22nd 2013

WHAT'S INSIDE? QUEL EST LE CONTENU?

ÉDITO	3
ABOUT ARBITRATION IN A NUTSHELL	4
STORIA IDEALE ETERNA	5
PLATE CLUB	5
MONEY TALKS	6
REVENGE OF THE TROLL	7
MIFA FOOSBALL TOURNAMENT	9
MCGILL RESEARCH GROUP ON HEALTH AND LAW	9
CALL FOR SUBMISSIONS: VOIX DES FEMMES EN DROIT	10
OVERHEARD AT THE FAC	11

WANT TO TALK? TU VEUX T'EXPRIMER?

Envoyez vos commentaires ou articles avant
jeudi 17h à l'adresse : quid.law@mcgill.ca

Toute contribution doit indiquer le nom de
l'auteur, son année d'étude ainsi qu'un titre
pour l'article. L'article ne sera publié qu'à la
discrétion du comité de rédaction, qui

basera sa décision sur la politique de
rédaction.

Contributions should preferably be submitted as
a .doc attachment (and not, for instance, a
".docx").

Co-Editor in Chief

FORTUNAT
NADIMAMAIS LÀ, LÀ, SHALL WE
PRAY?

Le jour de l'Action de grâce, beaucoup ont mangé, certains ont prié avant. La Cour suprême du Canada et celle des États-Unis ont toutes deux débuté leur session d'automne le 7 octobre dernier. Le 6 novembre prochain, alors que la Canadienne entendra une affaire sur les exceptions s'appliquant à la Loi sur l'accès à l'information, l'Américaine se penchera sur un sujet qui attire généralement beaucoup d'attention au Québec : la neutralité religieuse de l'État.

En 2013, nous avons eu *Saguenay c. Mouvement laïque québécois* ; en toute justice, nos voisins du Sud auront *Greece c. Galloway*. Dans le premier cas, sur lequel s'est prononcée la Cour d'appel du Québec, la Ville de Saguenay et son maire appelait à une décision du Tribunal des droits de la personne constatant qu'ils avaient porté atteinte de façon discriminatoire au droit à la liberté de conscience et de religion d'un citoyen non-croyant en débutant les séances publiques du conseil municipal par une prière. La Ville avait gagné.

Dans *Greece c. Galloway*, deux citoyens allèguent que la Ville de Greece porte atteinte au Premier amendement en tenant des prières majoritairement chrétiennes au début des séances de son conseil municipal. La Ville, qui invite depuis 1999 ses citoyens de toutes confessions religieuses confondues à réciter une prière, est accusée de discrimination contre les non-chrétiens et de favoritisme pour la foi chrétienne. La cour d'appel ayant entendu cette affaire s'était rangée du côté des citoyens.

Le caractère culturel et historique de la religion chrétienne est difficilement conciliable avec certaines approches proposées pour assurer l'harmonie dans les sociétés multiculturelles d'aujourd'hui. Malgré la neutralité religieuse des décisions gouvernementales, ceux qui aspirent à une société complètement laïque perçoivent mal le statut particulier (ou supérieur) accordé à la religion chrétienne, sous couvert de son importance patrimoniale, à travers le maintien de certains symboles (ex. crucifix, devises telles que "*In God we trust*") et pratiques (ex. prières) en milieu gouvernemental.

D'une part, les projets laïques focalisés sur l'élimination des symboles religieux dans l'espace public sont parfois vite perçus comme des attaques contre les religions qui exigent (ou encouragent) le port de certains signes religieux plus visibles qu'un subtil chapelet, et donc comme des tentatives d'atteintes au droit à la liberté de religion de leurs pratiquants.

D'autre part, quand bien même un gouvernement se veut inclusif envers toutes les religions tout en maintenant dans l'espace gouvernemental des pratiques telles que la prière, il n'est pas à l'abri des accusations de favoritisme envers une religion par rapport aux autres. Sachant qu'une seule prière est dite avant une réunion, combien de prières par an peuvent être récitées par les Catholiques, les Protestants, les Juifs, les Musulmans, les Sikhs, les Bouddhistes, les Wiccans, etc. pour assurer une neutralité religieuse ?

To paraphrase an anonymous writer in last week's edition of *The Economist*, Christians used to burn witches, now the two groups have to pray together. But why even bother praying at all? In *Saguenay v. Mouvement laïque du Québec*, Judge Gagnon¹ said that the delicate concept of religious neutrality of the State is "situated on the edge of sociology, philosophy and law" and requires the "reconciliation of fundamental values recognized by our democracy". It may be too early to speculate on the outcome of *Greece v. Galloway*. But considering the political interests at stake, some people have already placed their bets: The answer to the question "Mais là, là, shall we pray?" will still be yes.

¹*Saguenay c. Mouvement laïque du Québec* [2013] QCCA 936, at para 14



LABOUR ARBITRATION IN A NUTSHELL

ROBERT E. BOYD

On Monday, September 30, the McGill Arbitration Society had the chance to welcome Maître Robert Boyd from McMillan's Montreal Office at its traditional Lunch with the Expert. Me Boyd came to talk about Labour Arbitration to a group of about thirty students interested in Alternative Dispute Resolution.

Me Boyd, jeune spécialiste de l'arbitrage de griefs, a d'abord brièvement expliqué l'évolution de l'application de ce type d'arbitrage, pour ensuite mentionner quelques éléments de base que chaque étudiant intéressé devrait connaître, en concluant avec des critiques et initiatives potentielles.

L'arbitrage de griefs est une manière de résoudre les différends qui naissent de l'application et de l'interprétation d'une convention collective. Ce mode de résolution de conflits est devenu obligatoire dans le domaine du travail en 1944, sans que la sentence arbitrale ne soit exécutoire. Dès 1961, la décision rendue par l'arbitre est exécutoire et finale, sans appel possible. L'arbitre lui-même est choisi par les parties au conflit, à moins que celles-ci n'arrivent pas à s'entendre à ce sujet. Dans ce dernier cas, l'arbitre est désigné par le tribunal.

Les règles concernant la preuve et son dévoilement sont plus flexibles en arbitrage de griefs qu'en matière de litige civil. De plus, l'arbitre jouit d'un champ de compétence très large. En théorie, ces avantages devraient contribuer à la rapidité du système d'arbitrage, à la réduction des coûts ainsi qu'à son efficacité. Cependant, il a été souligné par Me Boyd que certains de ces aspects ne correspondent pas à la réalité vécue par les parties et par l'arbitre. Il s'agit notamment des délais de plus en plus longs entre la désignation de l'arbitre et la sentence arbitrale.

Des critiques, qui se font de plus en plus nombreuses, évoquent entre autres la nécessité d'un engagement plus grand de la part

de l'État dans le domaine de l'arbitrage de griefs. L'idée de créer une commission nationale d'arbitrage revient de plus en plus souvent dans les articles de doctrine, les spécialistes s'appuyant notamment sur l'idée de garantir ainsi l'indépendance institutionnelle des arbitres et la préservation des objectifs pour lesquels l'arbitrage a été originellement mis en place (rapidité, efficacité, accessibilité de la justice, etc.).

Lors du lunch informel qui a suivi la conférence, Me Boyd, diplômé de la Faculté de droit de McGill, a discuté de son parcours professionnel avec les étudiants. Il a mentionné notamment qu'il a réussi à acquérir son expérience dans le domaine du travail en commençant sa carrière dans un petit cabinet juridique et non pas dans un grand bureau. Plus tard, cette expérience lui a permis d'obtenir un poste dans le département de l'emploi et des relations de travail chez McMillan à Montréal. Me Boyd a enfin conseillé aux étudiants, lors de leurs recherches de stage et d'emploi, d'accorder une grande attention à la culture du cabinet. Il est essentiel, selon Me Boyd, que le cabinet et son esprit conviennent parfaitement à l'étudiant afin que l'expérience de celui-ci soit des plus riches et agréables.

La Société d'arbitrage de McGill tient à remercier Me Robert Boyd et McMillan pour cette conférence enrichissante. Nos remerciements vont également à l'Association des étudiant-e-s en droit de McGill, grâce au financement de laquelle l'organisation de nos événements est possible. Enfin, nous encourageons tous les étudiants intéressés par l'arbitrage, la médiation et la négociation à devenir membres de notre Société afin d'être informés régulièrement de nos événements. Pour plus d'information, consultez notre site www.arbitrationsociety.ca

LUCA
BARONE

Law iii

STORIA IDEALE ETERNA

IN MEMORY OF GIAMBATTISTA VICO

Lightning lacerates the sky and hills;
On a white porch a priest
Commits his incense east;
Birds' entrails confirm the celestial will.

Extravagant grow the suits of armour;
Ionic deceit and exile across
Seas told on shields smiths emboss;
Pithy titles for great men impress the farmer.

Private calculations of gain send
The merchants to the square;
Utility tells everyone everywhere
How much or how little to bend.

The gestures lost their fear;
The words only enough for brief thoughts;
The ideas reason ties into neurasthenic knots;
Obscurities of judgment reappear.

You wanted to sit in that chair
Whence you could speak of Rome
And law, finally at home;
Your ideal eternal history for all laid bare.

No one gave you that seat in your city
Where Virgil's bones are held and lie;
And nearby the Sybil said, "I want to die."
Prophets unwished-for inspire pity.

My half-empty double bed is warm
As I, an unimportant clerk,
Scrawl *I DO NOT LIKE MY WORK*
On an unofficial form.

Well-fed yearnings keep me awake;
The illness and the health in my desire:
I don't know which I prefer as I conspire
To exacerbate the Janus-faced ache.

All scrupulousness of words, I cannot be;
All heroic deeds distant as moons;
My Latin is vulgar, my Greek in ruins;
The barbarian and the fall are in me.

Altogether elsewhere, past
Aeons of ice melt into
Salty expanses of blue,
Unobserved and very fast.

GREEN
LAW
COMMITTEE

PLATE CLUB

The Green Law Committee is the plucky little LSA committee devoted to making the LSA and the faculty's activities more environmentally friendly.

Planning an event with food and drinks? Want to save money for your club and avoid spending money on styrofoam? The LSA Green Law Committee has a service for you! Les étudiants peuvent emprunter des assiettes, des ustensiles, des verres, des verres à vin, et des tasses à café pour une période maximale de 24 heures. Les emprunteurs doivent laver et rapporter les objets en bon état – une amende sera imposée si les objets sont endommagés, perdus ou non-lavés.

Just email greenlaw.committee@gmail.com at least 48 hours before your event in order to reserve the dishware and confirm pick-up and drop-off times. Please specify what type of dishware you need, including quantities of each item, and the date and time of your event.

For events with more than 100 people, please contact the McGill Plate Club, based out of the SSMU building, at theplateclub@gmail.com. Nous sommes ouverts à vos commentaires et suggestions!

MONEY TALKS: PAYING, PAID AND UNPAID STUDENT WORK

CALL FOR QUESTIONS

When: Wednesday, October 30 from 12:30 – 2:30

Where: Moot Court

RSVP: mlcc.law@mcgill.ca

Do you work for a journal? Have you or will you participate in a legal clinic course or clerkship for credit? Ever wondered why some internships are paid while others are not?

Mercredi 30 octobre pendant la pause universelle le cours de Clinique juridique vous offre une tribune de discussion sur les enjeux du travail étudiant rémunéré (p. ex. les assistant(e)s de recherche, les stages d'été), du travail étudiant pour lequel les étudiants paient (p. ex. l'équipe rédacteur du MLJ, TLs/GAs) et le travail étudiant non rémunéré (p. ex. les responsables des séminaires étudiants).

Six panellists have agreed to participate in this Town Hall Discussion:

Student Representatives: Hugo Collin-Desrosiers & Dan Willband

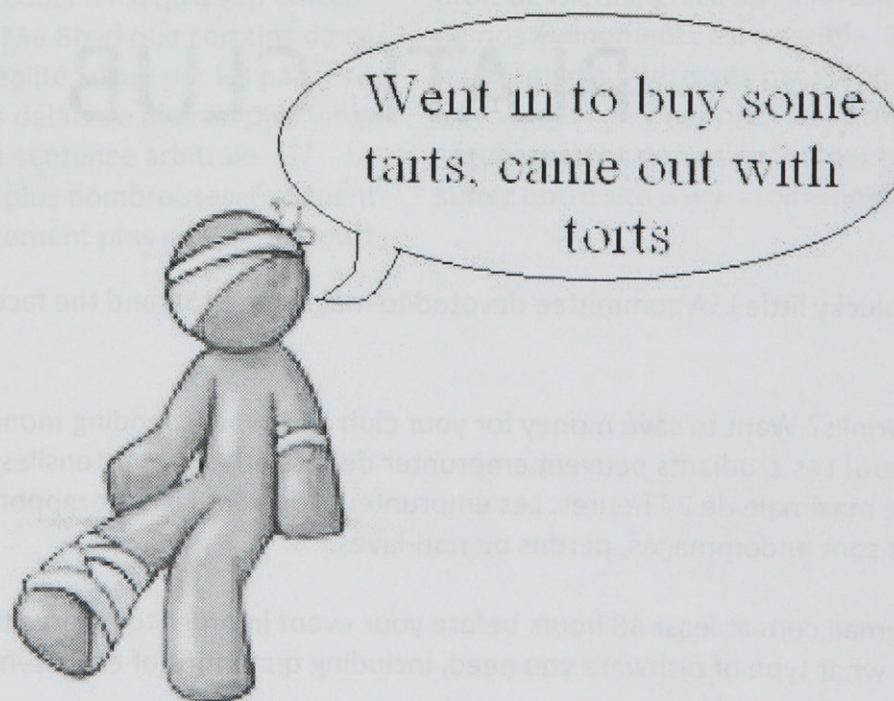
Faculty Representative: Nandini Ramnujam

Labour Lawyer: Me Isabelle Boivin (Trudel Nadeau)

Clinic Representative: Me Christine Paquin (Mile End Legal Clinic)

Union Representative: Sean Cory (AMURE)

Voici l'occasion de poser les questions difficiles! Soumettez vos questions perspicaces et pointues à mlcc.law@mcgill.ca avant mercredi 16 octobre!





Law II

REVENGE OF THE TROLLS

BACK TO SQUARE ONE FOR APPLE

"To live is to war with trolls," said Henrik Ibsen. Well, Apple Inc ("Apple") has recently reached an impasse in its war against patent holding firm or "patent troll" Lodsys, LLC ("Lodsys").

On September 24, 2013, US District Judge Rodney Gilstrap of East Texas dismissed Apple's motion to intervene, filed two years ago in 2011, as a defendant-intervener in the action against Apple's app developers for alleged patent infringement. In the action, Lodsys claimed that small-time iOS app developers were infringing the firm's patents by using technology such as in-app purchasing and feedbacks surveys, without paying a licensing fee. In other words, Lodsys contended that it owned the technology underlying some of the most basic app functions across mobile operating systems, namely iOS and Android.

Apple's motion to intervene was recently dismissed on the grounds that the developers had already settled with Lodsys. As such, Apple's arguments were moot. However, should the occasion arise, the arguments may still be made in a subsequent action. Apple had also filed an opposition to Lodsys' motion to dismiss.

The motion to intervene was filed right at the heels of Lodsys' suit, back in 2011, against the app developers, who were understandably relieved to have Apple's support in the litigation. Prior to Apple's attempt at intervening, Senior Vice President and General Counsel Bruce Sewell sent a usually detailed letter to the CEO of Lodsys, Mark Small, outlining the lack of merit in the latter's claims against Apple. While the letter did not prevent Lodsys from commencing litigation, it clearly expresses the tech industry's position with respect to patent infringement litigation commenced solely for pecuniary ends.

It is not surprising that Sewell might have wanted to say a little more than required to Lodsys in his letter. Lodsys is based in East Texas, which is a jurisdiction now infamous for rulings friendly to "patent pirates." These shell-companies do not create any products. They exist solely to threaten patent litigation in hopes of a quick and relatively low payout by targeting companies that will pay out to avoid protracted litigation. In addition to Apple, Lodsys has also brought patent infringement actions against Google Inc, Kaspersky Lab, and most recently, Martha Stewart Living Omnimedia, Inc ("Martha Stewart Living"), amongst others. Patent trolling has become an effective means to a fast settlement.

In Canada, patent trolls are few and far between but Dovden Investments ("Dovden") is already a name that might make a developer shudder. This year alone, Dovden has filed 32 lawsuits in Canada. Recently, though, Dovden withdrew a suit against a bus app developer originally filed at the Federal Court demanding \$10,000 in licensing fees. Perhaps the Federal Court has less of a stomach for such claims. In the United States, Vermont has enacted legislation to address the issue of patent trolling. The law is called Bad Faith Assertions of Patent Infringement. In Canada, however, no legislation exists yet to address this emerging issue, although sanctions do exist for bringing meritless claims.

While Apple is temporarily out of the arena, Martha Stewart Living, as mentioned above, has joined the fight against Lodsys, which claims that the Martha Stewart Weddings iPad app infringes on its patents. Martha Stewart Living has filed a complaint and will be taking the battle home to East Texas – where it all began. Furthermore, Lodsys' bark might be worse than its bite. When faced with the possibility of real litigation on potentially meritless claims, Lodsys opted to settle for nothing in the suit against Kaspersky Lab.


McGill's club on Intellectual Property,
Information Technology and Policy (IPITPol) is
proud to invite you all to a

WINE & CHEESE

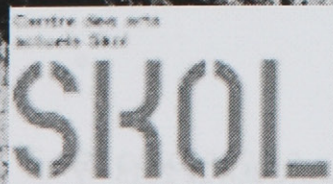
with lawyers working in various fields
of intellectual property!

Wednesday, October 30th,
from 5 to 7 p.m.

at *Le Centre des arts actuels Skol*,
372, Sainte-Catherine West, space 314

 Place-des-Arts

RSVP to ipitpol@gmail.com



Presented in collaboration with *Le Centre des arts actuels Skol* (www.skol.ca) and the CDO





4 REASONS WHY YOU SHOULD COME TO THE FOOSBALL TOURNAMENT AND BUY RAFFLE TICKETS!

1. IT'S FUN!

Playing foosball is simply great (and you get cool benefits from registering).

2. PRIZES ARE AMAZING

10\$ Gift-certificates to DLiche Cupcakes (to cheer up your upcoming November blues)

Ballons de soccer Social Conscience fabriqués au Pakistan dans des conditions équitables (pour se dégourdir les jambes quand vous aurez mal aux poignets à force de jouer au baby-foot)

Beau livre sur le commerce équitable (idéal comme cadeau de Noël) offert par Dix Mille Villages

50\$ en certificat-cadeau au Pub St.Paul

Right to Play tracksuit

3. IT'S A GREAT TIME!

Free beer, what?

Yes! But only for players. Otherwise, it's 1\$ until 5:30, how awesome is that!

4. C'EST POUR UNE BONNE CAUSE!

Right to Play est le plus grand gagnant de ce tournoi. Et les enfants qu'ils aident.

See posters, Quid publicity, Facebook event and registration in the atrium from 12-2 pm every day starting October 15th for details.



APPLY NOW: UNDERGRADUATE STUDENT MEMBER RESEARCH GROUP ON HEALTH AND LAW

The McGill Research Group on Health and Law (RGHL) is a research network that seeks to foster the sharing of scholarship and ideas among professors and students, and encourages collaborative work on health-related issues.

RGHL is seeking an undergraduate student member to contribute to its activities this academic year. The student will be responsible for attending and assisting with all events hosted by the RGHL which include lectures, workshops and research group meetings. The student will also attend the Research Group's end-of-year board meeting. The initiatives hosted by the RGHL will provide ample opportunities for the undergraduate student

member to network with fellow Faculty and students in the area of health and law and to further an academic interest in this area.

To apply, please submit a one paragraph statement of interest and CV to rghl.law@mcgill.ca by 1 November, 2014. The position is unpaid.

Pour plus d'information sur nos activités, faire référence à notre site électronique <https://www.mcgill.ca/healthlaw/>

CONTOURS MAGAZINE

VOIX DE FEMMES EN DROIT / VOICES OF WOMEN IN LAW CALL FOR SUBMISSIONS!

Contours, le magazine de l'Université McGill sur les femmes et le droit, est à la recherche de contributions pour son second numéro! Le lancement de la publication, l'année dernière, fut un réel succès! It sparked some heated debates in the hallway here at home, was given shout-outs in national legal blogs, newsletters and websites and was even read by at least one Supreme Court Justice. This year, we are aiming even bigger! We want even more submissions and more printed copies to increase readership.

Nous vous invitons à écrire ou à créer quelque chose d'original sur les femmes et le droit pour le second numéro. Articles, entrevues, bandes dessinées, portraits, poèmes, listes... Tout est susceptible d'être publié, en autant que ce soit lié à la question des femmes et du droit. Your personal experience, opinions and expressions are valuable and we want them! This year we are asking contributors to write with a theme in mind: VALUES. We embrace the idea that the female experi-

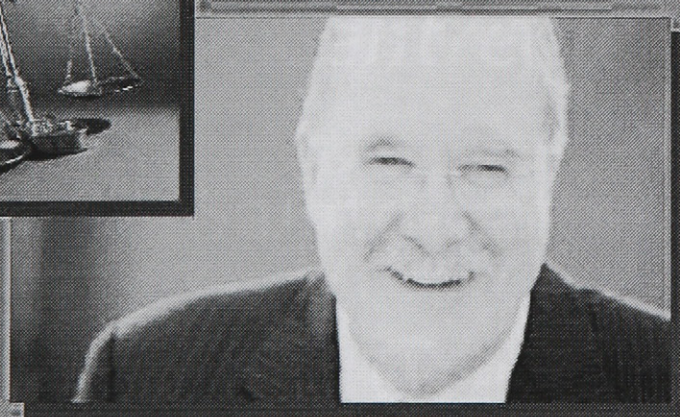
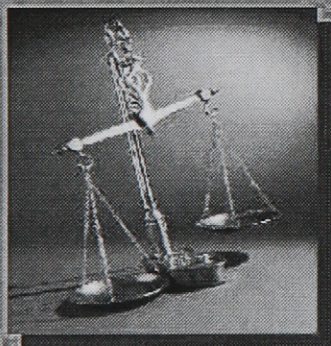
ence is very diverse. Nous ne sommes pas que des femmes: nous sommes des filles, des soeurs, des voyageuses, des combattantes, des croyantes ou des athées, des survivantes, des mères, des patriotes, des philosophes, des personnes!

From our diverse backgrounds comes a different understanding of values. Ce numéro célébrera la diversité des valeurs que nous possédons. We encourage contributors to interpret "values" as widely and creatively as they would like!

If you are interested in contributing, please let us know by October 25, along with a potential topic. Ideas can be vague at this time, and we will be happy to help you develop them further. Nous organiserons une séance d'information le 23 octobre, de 12h30 à 13h30, dans la salle NCDH 201.

Les premières versions des contributions devront être envoyées au plus tard le 29 novembre. For more information, please contact us at annie.odell@mail.mcgill.ca.

DROITS LINGUISTIQUES MCGILL PRÉSENTE LINGUISTIC RIGHTS MCGILL PRESENTS



Graham Fraser

Commissaire aux langues officielles du Canada
Commissioner of Official Languages of Canada

« Accès à la justice dans les deux langues officielles : Améliorer la capacité bilingue de la magistrature des cours supérieures »

Date & Heure : le mardi 19 novembre 2013, de 16 h 00 à 17 h 30

Endroit : Université McGill, Arts Building, Local ARTS-145

BIENVENUE À TOUS!

"Access to Justice in Both Official Languages: Improving the Bilingual Capacity of the Superior Court Judiciary"

Date & Time: Tuesday, November 19, 2013, from 4:00 pm to 5:30 pm

Location: McGill University, Arts Building, Room ARTS-145

EVERYONE IS WELCOME!

RSVP - <https://www.facebook.com/groups/droitslinguistiques/>

Droits Linguistiques McGill est un regroupement étudiant de la Faculté de droit de l'Université McGill dont l'objectif principal est de promouvoir, étudier et faire avancer les droits et libertés des communautés linguistiques minoritaires du Canada.

Linguistic Rights McGill is a Faculty of Law student-operated working group whose principal aim is to promote, study, and advance the rights and freedoms of Canada's linguistic minority communities.

avec la collaboration de / with the collaboration of



Commissariat
aux langues
officielles

Office of the
Commissioner of
Official Languages



Droits linguistiques McGill
Linguistic Rights McGill



OVERHEARD AT THE FAC

Prof. Forray: Je parle de Foucault à mes enfants; je demeure près de la prison de Bordeaux et je leur dis toujours : « Regardez, c'est le panopticon de Foucault ! » Tout le monde me déteste à la maison.

4L [in Employment Law]: What if you steal office supplies, I mean, everyone does that!

Prof. Forray [à propos une décision rendue par un juge étudiant lors d'un mock trial]: On voit que vous progressez dans vos études de droit. Vous avez appris à mentir. C'est bien.

Prof. Provost: It's like high-grade sausages: they are more fresh since more people eat them, and people eat them because they are more fresh. This is a very useful philosophical concept to refer to.

Prof. Moyse : Je déteste Caillou, il est intenable, et les parents sont encore pires!

Prof. Lamed : Can you close the door, please? I can see the exit from here and I'm very tempted to run for it!

Prof. Van Praagh [Discussing Winnipeg Condo Case]: Most people in Law classes if they hear a piece of cement fell off a building they'd gasp and think that's shocking. Here in Montreal... We don't seem to think it's such a big deal, but regardless, in Winnipeg, it drew a lot of attention.

[Going to a 6-9 p.m. class on Thursday]

3L: Ça me saoule!

3L: Considère l'alternative: si tu n'avais pas un cours, tu serais resté au coffeeshouse et tu te serais saoulé de toute façon !

Being on the Law Journal means...
helping to save the world from embarrassing
spelling mistakes.



The *McGill Law Journal* is recruiting! Learn more at:
lawjournal.mcgill.ca



International Presence. Local Essence.

Aside from being part of a truly international legal firm, you'll benefit from practical, hands-on experience and exposure to various areas of practice.

Law around the world

thenortonrosefulbrightdifference.com

Geneviève Ménard

Recruitment and Students Programs Director

514.847.4695

genevieve.menard@nortonrosefulbright.com

